



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 65.806/2
du 25 avril 2019

advies 65.806/2
van 25 april 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant
les conditions d'agrément
comme entreprise agricole et
comme entreprise sociale'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
voorwaarden van de erkenning
als landbouwonderneming en
als sociale onderneming'

Le 29 mars 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, de la Lutte contre la pauvreté, de l'Égalité des chances et des Personnes handicapées à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions d'agrément comme entreprise agricole et comme entreprise sociale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 avril 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 avril 2019.

*

Op 29 maart 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, Armoedebestrijding, Gelijke Kansen en Personen met een beperking verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de voorwaarden van de erkenning als landbouwonderneming en als sociale onderneming'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 25 april 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 april 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENT JURIDIQUE

1. L'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 'portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole' prévoit la possibilité d'un agrément pour les sociétés coopératives¹. Les conditions de cet agrément sont précisées par l'arrêté royal du 8 janvier 1962 'fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives'.

Conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6^o, de cet arrêté royal, pour pouvoir être agréée, la société coopérative doit notamment répondre à la condition suivante :

« Le but principal de la société est de procurer aux associés un avantage économique ou social, dans la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés ».

L'article 1^{er}, § 8, de l'arrêté royal du 8 janvier 1962 autorise cependant une dérogation à cette condition en ces termes :

« La disposition du paragraphe 1^{er}, 6^o, n'est pas applicable aux sociétés coopératives à finalités sociales [, à savoir l'équivalent des actuelles entreprises sociales dont il est question dans le Code des sociétés et des associations,] qui remplissent les conditions prévues aux articles 661 à 664 du Code des sociétés, ainsi que les autres conditions d'agrément visées au présent arrêté ».

2.1. Le Code des sociétés et des associations (ci-après : « le Code ») a cependant modalisé ce régime par le biais de l'adoption des articles 8:4 et 8:5.

¹ En ce compris les coopératives à finalité sociale (voir l'article 1^{er}, 1^o, de la loi du 20 juillet 1955).

2.2. Ces dispositions prévoient en effet ce qui suit :

« Art. 8:4. Une société coopérative dont le but principal consiste à procurer à ses actionnaires un avantage économique ou social, pour la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés, peut être agréée en application de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole et de ses arrêtés d'exécution. Elle ajoute à la dénomination de sa forme légale le terme 'agréée' et est désignée en abrégé 'SC agréée'.

[...].

Art. 8:5. § 1^{er}. Une société coopérative peut être agréée *en application de la loi du 20 juillet 1955* portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'Entrepreneuriat social et de l'entreprise Agricole *en tant qu'entreprise sociale* si elle remplit les conditions suivantes:

[...].

Le Roi fixe les conditions d'un agrément comme entreprise sociale.

[...]

Une société coopérative dont le but principal ne consiste *pas* à procurer à ses actionnaires un avantage économique ou social, pour la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés, mais qui est agréée en tant qu'entreprise sociale visée au paragraphe 1^{er}, ajoute à la dénomination de sa forme légale les termes 'agréée comme entreprise sociale' et est désignée en abrégé 'SC agréée comme ES'.

§ 2. Une société coopérative dont le but principal ne consiste *pas* à procurer à ses actionnaires un avantage économique ou social, pour la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés, et qui est tant une société coopérative agréée visée à l'article 8:4 qu'une société agréée en tant qu'entreprise sociale visée au paragraphe 1^{er}, ajoute à la dénomination de sa forme légale les termes 'agréée' et 'entreprise sociale' et est désignée en abrégé 'SCES agréée' » (italiques ajoutés).

2.3. Les articles 8:4 et 8:5 du Code autorisent les agréments suivants.

Premièrement, un agrément similaire à celui existant préalablement à l'adoption du Code, en application de l'ensemble des conditions visées par l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o à 8^o, de l'arrêté royal du 8 janvier 1962, est maintenu en vertu de l'article 8:4 dudit Code. Cet agrément implique que la société coopérative ait pour but principal de procurer à ses actionnaires un avantage économique ou social, pour la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés. Il s'agit de la « SC agréée ».

Dès lors que l'article 8:4 du Code fait référence à la loi du 20 juillet 1955 sans prévoir lui-même des modalités particulières d'agrément, l'obtention de cet agrément implique le respect de l'arrêté royal du 8 janvier 1962, qui n'a pas été abrogé par la loi du 23 mars 2019 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses'.

Deuxièmement, une société coopérative peut être agréée « en application de la loi du 20 juillet 1955 » en tant « qu'entreprise sociale ». Les conditions de cet agrément ne seront cependant pas fixées sur la base de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 (qui n'a toutefois pas été modifié formellement par le Code) mais sur la base de l'article 8:5, § 1^{er}, alinéa 2, du Code, qui prévoit expressément que « le Roi fixe les conditions d'un agrément comme entreprise sociale », en tenant compte des conditions posées par l'article 8:5, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du Code. Il s'agit de la « SC agréée comme ES ».

Tel est l'objet des articles 6 à 9 du projet. Cet agrément se substitue au régime de la société à finalité sociale qui était précédemment organisé par les articles 661 à 669 du Code des sociétés.

Troisièmement, l'article 8:5, § 2, du Code autorise implicitement l'agrément d'une société coopérative à la fois en tant que « société coopérative agréée » et en tant qu'« entreprise sociale ».

L'agrément en tant que « société coopérative agréée » est possible alors même que la société concernée ne respecterait pas la condition prévue par l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 8 janvier 1962 et par l'article 8:4 du Code (avoir pour but principal de procurer à ses actionnaires un avantage économique ou social, pour la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés). Ce faisant, l'article 8:5, § 2, du Code confirme implicitement la possibilité de dérogation actuellement prévue à l'article 1^{er}, § 8, de l'arrêté royal du 8 janvier 1962.

Le fait que l'article 8:5, § 2 du Code, évoque « une société coopérative agréée visée à l'article 8:4 » prête à confusion dès lors que l'article 8:4 impose justement le fait que la société coopérative ait pour but principal de procurer à ses actionnaires un avantage économique ou social pour la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés et que l'objectif de l'article 8:5, § 2, est de dispenser du respect de cette condition. Afin de donner un sens à cette dernière disposition, il convient d'interpréter la référence à l'article 8:4 du Code comme une référence générale au système d'agrément organisé initialement par la loi du 20 juillet 1955.

L'agrément en tant qu'« entreprise sociale » résulte du régime prévu par l'article 8:5, § 1^{er}, du Code.

2.4. Dans l'hypothèse d'un double agrément, l'article 8:5, § 2, du Code ne prévoit cependant pas que le cumul de ces deux agréments devrait faire l'objet de conditions distinctes de celles propres à chacun des agréments envisagés séparément. Aucune habilitation en faveur du Roi n'est prévue en ce sens.

On peut cependant raisonnablement considérer que, dès lors que le Roi est compétent pour fixer les conditions de l'agrément, d'une part, en tant que « société coopérative agréée » en vertu de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 et, d'autre part, en tant qu'« entreprise sociale » en vertu de l'article 8:5, § 1^{er}, alinéa 2, du Code, Il est également compétent pour prévoir une procédure coordonnée de demande lorsqu'un double agrément est sollicité. Partant, on peut admettre les articles 11, 1^o, 12, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéas 2 à 4, 13 et 15.

Le projet tire donc également son fondement juridique de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 et le préambule devra être adapté en conséquence.

Ni les articles 8:4 et 8:5 du Code ni l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 n'habilitent le Roi à créer une distinction, dans les conditions d'agrément comme société coopérative agréée, selon que la société sollicite ou non son agrément comme entreprise sociale, ou à créer une distinction, dans les conditions d'agrément comme entreprise sociale, selon que la société coopérative sollicite ou non son agrément comme société coopérative agréée. Au contraire, les articles 8:4 et 8:5 font de l'agrément comme société coopérative et de l'agrément comme entreprise sociale deux régimes distincts d'agrément qui peuvent certes se cumuler mais qui répondent chacun à leurs finalité et règles propres.

Par conséquent, les articles 10 et 14 doivent être omis.

Du reste, la section de législation n'aperçoit pas la plus-value d'un tel régime dès lors que celui-ci paraît se limiter à une compilation des régimes d'agrément prévus par l'arrêté royal du 8 janvier 1962 (société coopérative agréée) et par les articles 6 à 9 du projet (entreprise sociale). La spécificité d'un double agrément paraît au contraire contredite par le fait que le projet ne prévoit pas l'existence d'une procédure de retrait propre à celui-ci. L'article 15 organise au contraire les conséquences du retrait de l'un ou l'autre des agréments envisagés séparément.

La section de législation ne voit par ailleurs pas non plus les raisons qui justifieraient que, dans les hypothèses envisagées par l'article 11, 2° et 3°, du projet, la demande d'un second agrément impose à la société demanderesse d'à nouveau démontrer le respect de toute une série de conditions d'agrément qui ont déjà été vérifiées – et demeurent contrôlées – lors de l'octroi du premier agrément.

L'ensemble du chapitre 4 du projet doit être revu au regard de ces observations.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'article 8:4 du Code ne procure pas de fondement juridique à l'arrêté en projet. Cette disposition concerne en effet uniquement les conséquences de l'agrément en application de la loi du 20 juillet 1955.

Il convient dès lors de supprimer la référence à cette disposition au sein de l'alinéa 1^{er}.

2. Au vu de l'observation formulée quant au fondement juridique de l'arrêté, il convient également de viser au sein du préambule, à titre de fondement juridique, l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955.

3. La référence faite au sein de l'alinéa 5 est erronée : la loi ayant actuellement pour intitulé « loi portant institution d'un Conseil national de la Coopération, de l'entreprise sociale et de l'entreprise agricole » est celle du 20 juillet 1955, qui ne comprend que neuf articles (l'article 24 n'existe donc pas).

DISPOSITIF

Articles 1^{er}, 3, 5, 7, 9 et 13

Le SPF Économie exerce ses fonctions sous l'autorité hiérarchique du ministre. C'est le rôle naturel de l'administration que d'intervenir dans l'instruction des dossiers et dans la préparation des actes de l'autorité. Il n'est dès lors pas opportun de prévoir qu'une décision de refus d'agrément n'intervient que lorsque « le SPF Économie constate » le non-respect des conditions d'agrément.

Les termes « le SPF Économie constate que » seront supprimés.

Une observation similaire vaut pour les articles 5, alinéa 1^{er}, 2°, 7, alinéa 5, 9, alinéa 1^{er}, 2°, et 13 du projet.

Il résulte de cette observation qu'aux articles 5, alinéa 1^{er}, 2°, et 9, alinéa 1^{er}, 2°, c'est le ministre lui-même qui exercera son pouvoir d'appréciation quant aux faits qui commandent une mesure de retrait de l'agrément comme entreprise agricole ou comme entreprise sociale. Le 3° de ces dispositions devient dès lors inutile dans la mesure où il envisage une hypothèse qui entrera dorénavant dans le cas de figure envisagé plus largement au 2° tel que revu.

Les articles 5, alinéa 1^{er}, 3°, et 9, alinéa 1^{er}, 3°, seront donc omis, de même que, par voie de conséquence, l'article 1^{er}, 7°.

Article 2

Le paragraphe 2 ne prend pas en considération les cas de cohabitation légale pour l'hypothèse qu'il tend à régler, alors qu'il vise l'hypothèse du mariage.

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier le fait que la figure de la cohabitation légale n'est pas prise en considération.

Article 5

En imposant que les raisons du retrait de l'agrément comme entreprise agricole soient communiquées à la société, l'article 5, alinéa 2, du projet ne fait que reprendre l'obligation de motivation formelle qui résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs', lue en combinaison avec le principe général de droit qui veut que tout acte individuel fasse l'objet d'une notification à son destinataire.

L'article 5, alinéa 2, du projet est dès lors superflu mais également ambigu parce qu'il donne l'impression soit que l'obligation de motivation formelle n'existe pas si elle n'est pas expressément prescrite dans l'arrêté d'exécution concerné, soit que l'arrêté en projet imposerait en l'espèce une obligation de motivation renforcée.

Cette disposition sera dès lors omise.

Une observation similaire vaut pour l'article 9, alinéa 2, du projet.

Article 6

1. Les conditions prévues par l'article 6, § 1^{er}, 1^o, 7^o et 8^o, du projet le sont déjà par l'article 8:5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o, du Code.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier. Si l'auteur du projet estime néanmoins que la répétition de certaines dispositions décrétales est utile à la compréhension de l'arrêté en projet, il convient, afin de ne laisser subsister aucun doute quant à la nature de ces dispositions, de les identifier expressément (« conformément à l'article XX du Code des sociétés et des associations... »).

2. À l'article 6, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du projet, la référence à l'article 6:9, § 2, du Code est erronée.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

3. L'obligation d'établir un rapport spécial, qui est imposée par l'article 6, § 2, du projet, constitue également une « condition d'agrément » au sens de l'article 8:5, § 1^{er}, du Code (voir notamment les articles 7, alinéa 5, et 9, alinéa 1^{er}, 2^o, du projet). Par conséquent, il résulte déjà de l'article 8:5, § 1^{er}, alinéa 3, du Code que l'obligation de rédiger le rapport spécial doit être mentionnée au sein des statuts de la société.

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier.

Par conséquent, l'article 6, § 2, alinéa 2, sera omis.

Article 12

Dès lors que le projet trouve également son fondement juridique au sein de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955, il appartient au Roi de prévoir dès à présent le modèle requis par l'article 12, alinéa 1^{er}, 3^o, du projet.

Annexes 3 et 4

Il résulte des articles 7, alinéa 3, et 12, alinéa 3, du projet que la demande d'agrément, soit en tant qu'entreprise sociale, soit en tant que société coopérative agréée et en tant qu'entreprise sociale, soit en tant qu'entreprise sociale pour une société coopérative déjà agréée, ne doit pas être accompagnée du procès-verbal de la dernière assemblée générale de la société.

Le dispositif sera dès lors revu afin de s'assurer de la cohérence entre les modèles repris aux annexes 3 et 4 du projet et les conditions posées par les articles 7 et 12 du projet.

OBSERVATION FINALE

Dans la version française du projet et de ses annexes, les termes « requête en agrément » seront plus adéquatement remplacés par les termes « demande d'agrément » (« aanvraag tot erkenning » dans la version néerlandaise), comme c'est d'ailleurs le cas à l'article 11 du projet.

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGROND

1. Artikel 5 van de wet van 20 juli 1955 ‘houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming’ voorziet in de mogelijkheid om coöperatieve vennootschappen¹ te erkennen. De voorwaarden voor die erkenning worden nader bepaald in het koninklijk besluit van 8 januari 1962 ‘tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen’.

Overeenkomstig artikel 1, § 1, 6°, van dat koninklijk besluit kan de coöperatieve vennootschap slechts worden erkend indien ze onder meer voldoet aan de onderstaande voorwaarde:

“het voornaamste doel van de vennootschap is het verschaffen van een economisch of sociaal voordeel aan de vennoten ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften.”

Artikel 1, § 8, van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 biedt met de volgende bewoordingen echter de mogelijkheid om van die voorwaarde af te wijken:

“De bepaling van paragraaf 1, 6°, is niet van toepassing op coöperatieve vennootschappen met een sociaal oogmerk [te weten het equivalent van de huidige sociale ondernemingen waarvan sprake is in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen], die aan de voorwaarden voldoen bepaald in de artikelen 661 tot 664 van het Wetboek van vennootschappen en aan de andere erkenningsvoorwaarden bedoeld in dit besluit.”

2.1. Het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (hierna: “het wetboek”) heeft aan die regeling echter een nadere invulling gegeven door de artikelen 8:4 en 8:5 uit te vaardigen.

¹ Met inbegrip van de coöperatieve vennootschappen met sociaal oogmerk (zie artikel 1, 1°, van de wet van 20 juli 1955).

2.2. Die artikelen bepalen immers het volgende:

“Art. 8:4. Een coöperatieve vennootschap wiens voornaamste doel erin bestaat om haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften kan worden erkend in toepassing van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming en haar uitvoeringsbesluiten. Zij voegt aan de benaming van haar rechtsvorm het woord ‘erkend’ toe, en wordt afgekort als ‘erkende CV’.

(...).

Art. 8:5. § 1. Een coöperatieve vennootschap kan, *in toepassing van de wet van 20 juli 1955* houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming worden erkend *als sociale onderneming* wanneer zij aan de volgende voorwaarden voldoet:

(...).

De Koning bepaalt de voorwaarden voor een erkenning als sociale onderneming.

(...)

Een coöperatieve vennootschap wiens voornaamste doel er *niet* in bestaat om haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften, maar is erkend als een sociale onderneming als bedoeld in paragraaf 1, voegt aan de benaming van haar rechtsvorm de woorden ‘erkend als sociale onderneming’ toe en wordt afgekort als ‘CV erkend als SO’.

§ 2. Een coöperatieve vennootschap wiens voornaamste doel er *niet* in bestaat om haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften, en die zowel een erkende coöperatieve vennootschap is als bedoeld in artikel 8:4, als erkend als een sociale onderneming als bedoeld in paragraaf 1, voegt aan de benaming van haar rechtsvorm de woorden ‘erkend’ en ‘sociale onderneming’ toe en wordt afgekort als ‘erkende CVSO’” (eigen cursivering).

2.3. De artikelen 8:4 en 8:5 van het wetboek maken de volgende erkenningen mogelijk.

Ten eerste wordt krachtens artikel 8:4 van dat wetboek een erkenning gehandhaafd die vergelijkbaar is met de erkenning die reeds vóór de goedkeuring van dat wetboek bestond, met toepassing van alle voorwaarden die worden opgesomd in artikel 1, § 1, 1° tot 8°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1962. Die erkenning impliceert dat het voornaamste doel van de coöperatieve vennootschap erin bestaat haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften. Het gaat hier om de “erkende CV”.

Aangezien artikel 8:4 van het wetboek verwijst naar de wet van 20 juli 1955 maar zelf geen nadere regels inzake de erkenning vastlegt, impliceert het verkrijgen van die erkenning de naleving van het koninklijk besluit van 8 januari 1962, dat niet is opgeheven bij de wet van 23 maart 2019 ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’.

Ten tweede kan een coöperatieve vennootschap “in toepassing van de wet van 20 juli 1955” worden erkend als “sociale onderneming”. De voorwaarden van die erkenning moeten echter niet worden vastgesteld op grond van artikel 5 van de wet van 20 juli 1955 (dat bij het wetboek evenwel niet formeel is gewijzigd), maar op grond van artikel 8:5, § 1, tweede lid, van het wetboek dat uitdrukkelijk bepaalt dat “[d]e Koning (...) de voorwaarden voor een erkenning als sociale onderneming [bepaalt]”. Het gaat hier om de “CV erkend als SO”.

Daarover handelen de artikelen 6 tot 9 van het ontwerp. Die erkenning komt in de plaats van de regeling voor de vennootschap met sociaal oogmerk die vroeger was neergelegd in de artikelen 661 tot 669 van het Wetboek van vennootschappen.

Ten derde wordt in artikel 8:5, § 2, van het wetboek impliciet toegestaan dat een coöperatieve vennootschap zowel een “erkende coöperatieve vennootschap” is en als erkend is als een “sociale onderneming”.

Een vennootschap kan een “erkende coöperatieve vennootschap” zijn, ook al voldoet ze niet aan de voorwaarde van artikel 1, § 1, 6°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 en van artikel 8:4 van het wetboek (namelijk dat haar voornaamste doel erin bestaat haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften). Zodoende bevestigt artikel 8:5, § 2, van het wetboek impliciet de mogelijkheid tot afwijking waarin artikel 1, § 8, van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 momenteel voorziet.

Het feit dat artikel 8:5, § 2, van het wetboek het heeft over “een erkende coöperatieve vennootschap als bedoeld in artikel 8:4”, leidt tot verwarring daar artikel 8:4 immers juist voorschrijft dat het voornaamste doel van de coöperatieve vennootschap erin bestaat haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen ter bevrediging van hun beroeps- of persoonlijke behoeften, en daar artikel 8:5, § 2, ten doel heeft vrijstelling van die voorwaarde te verlenen. Om die laatste bepaling zinvol te maken, dient de verwijzing naar artikel 8:4 van het wetboek te worden geïnterpreteerd als een algemene verwijzing naar de erkenningsregeling die aanvankelijk bij de wet van 20 juli 1955 was bepaald.

De erkenning als “sociale onderneming” vloeit voort uit de regeling waarin is voorzien bij artikel 8:5, § 1, van het wetboek.

2.4. In geval van een dubbele erkenning bepaalt artikel 8:5, § 2, van het wetboek echter niet dat voor het cumuleren van die twee erkenningen andere voorwaarden zouden moeten gelden dan de voorwaarden die specifiek zijn voor elk van de erkenningen afzonderlijk. Aan de koning wordt geen enkele machtiging in die zin verleend.

Aangezien de Koning bevoegd is voor het vaststellen van de voorwaarden om enerzijds een “erkende coöperatieve vennootschappen” te zijn krachtens artikel 5 van de wet van 20 juli 1955, en anderzijds erkend te worden als “sociale onderneming” krachtens artikel 8:5, § 1, tweede lid, van het wetboek, kan echter redelijkerwijs worden aangenomen dat Hij ook bevoegd is om te voorzien in een gecoördineerde aanvraagprocedure wanneer een dubbele erkenning wordt aangevraagd. De artikelen 11, 1°, 12, eerste lid, 1°, en de leden 2 tot 4, 13 en 15, zijn bijgevolg aanvaardbaar.

Het ontwerp vindt dus ook rechtsgrond in artikel 5 van de wet van 20 juli 1955 en de aanhef moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Noch de artikelen 8:4 en 8:5 van het wetboek, noch artikel 5 van de wet van 20 juli 1955 machtigen de Koning om in de voorwaarden voor erkenning als coöperatieve vennootschap een onderscheid te maken naargelang van het feit dat de vennootschap al dan niet haar erkenning als sociale onderneming aanvraagt, of om in de voorwaarden voor erkenning als sociale onderneming een onderscheid te maken naargelang van het feit dat de coöperatieve vennootschap al dan niet haar erkenning als erkende coöperatieve vennootschap aanvraagt. Integendeel, de artikelen 8:4 en 8:5 maken van de erkenning als coöperatieve vennootschap en de erkenning als sociale onderneming twee aparte erkenningsregelingen die weliswaar kunnen samengaan, maar die elk beantwoorden aan hun eigen oogmerk en regels.

De artikelen 10 en 14 moeten bijgevolg worden weggelaten.

De afdeling Wetgeving ziet overigens niet in wat de toegevoegde waarde van een dergelijke regeling is, aangezien die zich blijkt te beperken tot het compileren van de erkenningsregelingen waarin het koninklijk besluit van 8 januari 1962 (coöperatieve vennootschap) en de artikelen 6 tot 9 van het ontwerp (sociale onderneming) voorzien. De specificiteit van een dubbele erkenning lijkt daarentegen in tegenspraak te zijn met het feit dat het ontwerp niet voorziet in een specifieke intrekingsprocedure daarvoor. Artikel 15 regelt integendeel de gevolgen van de intrekking van de ene of de andere erkenning afzonderlijk.

In de gevallen die worden vermeld in artikel 11, 2° en 3°, van het ontwerp, ziet de afdeling Wetgeving trouwens evenmin in waarom de vennootschap die een tweede erkenning aanvraagt, nogmaals zou moeten aantonen dat ze voldoet aan een hele reeks erkenningsvoorwaarden die reeds bij het toekennen van de eerste erkenning zijn geverifieerd en gecontroleerd blijven.

Het volledige hoofdstuk 4 van het ontwerp moet worden herzien in het licht van deze opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Artikel 8:4 van het wetboek levert voor het ontworpen besluit geen rechtsgrond op. Die bepaling handelt immers alleen over de gevolgen van de erkenning met toepassing van de wet van 20 juli 1955.

In het eerste lid dient de verwijzing naar die bepaling bijgevolg te worden geschrapt.

2. Gelet op de opmerking met betrekking tot de rechtsgrond van het besluit, moet in de aanhef ook artikel 5 van de wet van 20 juli 1955 als rechtsgrond worden vermeld.

3. De verwijzing in het vijfde lid is fout: de wet die momenteel het opschrift “houdende instelling van een Nationale Raad voor Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming” draagt, is die van 20 juli 1955 en telt maar negen artikelen (artikel 24 bestaat dus niet).

DISPOSITIEF

Artikelen 1, 3, 5, 7, 9 en 13

De FOD Economie vervult zijn taken onder het hiërarchische gezag van de minister. Het bestuur heeft van nature een rol te spelen in het onderzoek van de dossiers en in de voorbereiding van de handelingen van het openbaar gezag. Het is bijgevolg niet wenselijk te bepalen dat een beslissing tot weigering van een erkenning pas plaatsvindt wanneer “de FOD Economie vaststelt dat” de erkenningsvoorwaarden niet zijn nageleefd.

De woorden “de FOD Economie vaststelt dat” moeten worden weggelaten.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 5, eerste lid, 2°, 7, vijfde lid, 9, eerste lid, 2°, en 13 van het ontwerp.

Wat betreft de artikelen 5, eerste lid, 2°, en 9, eerste lid, 2°, volgt uit die opmerking dat de beoordelingsbevoegdheid ten aanzien van de feiten die tot de intrekking van de erkenning als landbouwonderneming of sociale onderneming nopen, door de minister zelf moet worden uitgeoefend. Als gevolg daarvan wordt punt 3° van die bepalingen overbodig in zoverre daarin een geval wordt beoogd dat voortaan valt onder het ruimer opgevatte geval van punt 2° zoals dat wordt herzien.

De artikelen 5, eerste lid, 3°, en 9, eerste lid, 3°, moeten dus worden weggelaten, en bijgevolg ook artikel 1, 7°.

Artikel 2

Bij het geval dat in paragraaf 2 wordt geregeld, wordt de mogelijkheid van de wettelijke samenwoning niet in aanmerking genomen, terwijl in die paragraaf wel wordt verwezen naar de mogelijkheid van het huwelijk.

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden waarom de rechtsfiguur van de wettelijke samenwoning niet in aanmerking wordt genomen.

Artikel 5

In zoverre artikel 5, tweede lid, van het ontwerp voorschrijft dat de reden van de intrekking van de erkenning als landbouwonderneming wordt meegedeeld aan de vennootschap, is dat lid niet meer dan een herhaling van de verplichting tot uitdrukkelijke motivering die reeds voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de

bestuurshandelingen', gelezen in samenhang met het algemene rechtsbeginsel dat de adressaat in kennis moet worden gesteld van elke handeling met individuele strekking.

Artikel 5, tweede lid, van het ontwerp is bijgevolg overbodig, maar ook dubbelzinnig. Het wekt immers de indruk hetzij dat de verplichting tot uitdrukkelijke motivering slechts geldt indien ze in het desbetreffende uitvoeringsbesluit uitdrukkelijk wordt voorgeschreven, hetzij dat het ontworpen besluit *in casu* een versterkte motiveringsverplichting zou opleggen.

Die bepaling moet bijgevolg worden weggelaten.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 9, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 6

1. De voorwaarden die worden opgelegd in artikel 6, § 1, 1°, 7° en 8° van het ontwerp, zijn reeds bepaald in artikel 8:5, § 1, eerste lid, 1° tot 3°, van het wetboek.

Bepalingen die enkel een hogere rechtsnorm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en daardoor verkeerdelijk de indruk kan worden gewekt dat de overheid die de regels overneemt, die regels kan wijzigen. Indien de steller van het ontwerp echter meent dat het herhalen van bepaalde decretale bepalingen nuttig is voor een goed begrip van het ontworpen besluit, dienen die bepalingen uitdrukkelijk te worden opgegeven teneinde geen twijfel te laten bestaan over de aard ervan ("overeenkomstig artikel XX van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen ...").

2. In artikel 6, § 2, eerste lid, 1°, van het ontwerp is de verwijzing naar artikel 6:9, § 2, van het wetboek niet correct.

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking worden herzien.

3. De bij artikel 6, § 2, van het ontwerp opgelegde verplichting om een bijzonder verslag op te stellen, is eveneens een "erkenningsvoorwaarde" in de zin van artikel 8:5, § 1, van het wetboek (zie inzonderheid de artikelen 7, vijfde lid, en 9, eerste lid, 2°, van het ontwerp). Uit artikel 8:5, § 1, derde lid, van het wetboek blijkt bijgevolg reeds dat de verplichting om het bijzondere verslag op te stellen, moet worden vermeld in de statuten van de vennootschap.

Bepalingen die enkel een hogere rechtsnorm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en daardoor verkeerdelijk de indruk kan worden gewekt dat de overheid die de regels overneemt, die regels kan wijzigen.

Artikel 6, § 2, tweede lid, moet bijgevolg worden weggelaten.

Artikel 12

Aangezien het ontwerp ook rechtsgrond vindt in artikel 5 van de wet van 20 juli 1955, dient de Koning nu reeds te voorzien in het model dat voorgeschreven wordt bij artikel 12, eerste lid, 3°, van het ontwerp.

Bijlagen 3 en 4

Uit de artikelen 7, derde lid, en 12, derde lid, van het ontwerp vloeit voort dat de aanvraag tot erkenning hetzij als sociale onderneming, hetzij als erkende coöperatieve vennootschap en als sociale onderneming, hetzij als sociale onderneming voor een reeds erkende coöperatieve vennootschap, niet vergezeld moet gaan van de notulen van de laatste algemene vergadering van de vennootschap.

Het dispositief moet bijgevolg worden herzien teneinde zich te vergewissen van de samenhang tussen de modellen die in de bijlagen 3 en 4 van het ontwerp zijn opgenomen en de voorwaarden die in de artikelen 7 en 12 van het ontwerp worden gesteld.

SLOTOPMERKING

Het verdient aanbeveling in de Franse tekst van zowel het ontwerp als de bijlagen de term “requête en agrément” te vervangen door de meer geschikte term “demande d’agrément” (“aanvraag tot erkenning” in de Nederlandse tekst), zoals dit trouwens het geval is in artikel 11 van het ontwerp.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT